

Le fermier transmet les résultats d'analyse tous les 4 mois à la commune et à l'établissement.

Synthèse et réunion annuelle à programmer avec la commune, l'établissement et le fermier.

Art 9 –

L'établissement s'engage à installer à ses frais les dispositifs de mesure et de prélèvement.

Vérification et tarage annuel des appareils à la charge de l'établissement. PV transmis à la commune et au fermier.

Libre accès aux dispositifs de mesure et prélèvement pour le fermier et la commune.

Art 11 – Conditions financières

NDLR. Reprendre l'art 11-3.

Art 18 – Obligation de la commune

La commune fournit à l'établissement sur sa demande, un exemple du rapport annuel sur le prix et la qualité du service.

Art 19 – Cessibilité de la convention

La convention n'est pas cessible.

Art 21 – Durée

La CSD est subordonnée à l'autorisation du déversement, notamment pour sa durée.

### **Suite à donner pour assurer la mise en application**

● **SCIC**

Mettre en place la tarification des analyses suivant l'annexe 3.

Mettre en place la tarification de la redevance suivant les éléments fournis par l'agence.

● **CST - IND**

Planifier en lien avec l'agence et l'établissement, le programme de surveillance de la qualité des rejets.

● **CAG**

Suivre l'obtention de l'arrêté préfectoral par l'établissement.

**Pascal LANDON**  
**Chef de Centre Opérationnel**



**VILLE DE COMMERCY**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 27 MARS 2006**

RLP/FK

**Objet : Délibération d'autorisation de rejet des eaux usées de la Sté Industrielle Bahlsen St-Michel**

N° 06/84

L'an deux mille six, le **lundi vingt sept mars à 20 heures 30.**

Le Conseil Municipal de la Ville de COMMERCY s'est réuni sur convocation légale, envoyée le  
**21 mars 2006**, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de François DOSÉ,



**ETAIENT PRESENTS :**

**Adjoins**

Messieurs JANNOT, MULLER, LE BONNIEC, HENRY,  
Mesdames ARONDEL, PARENTE, BARET, COT

**Conseillers Municipaux**

Messieurs BROUET, BERTON, BREMONT, GRAFF, MACÉ  
Mesdames ANDRES, LECOINTRE, NOBLET, JOTTER, PIERSON, RICHARD, LACROIX

**ETAIENT EXCUSES**

Gérard LANDO qui donne pouvoir à Liliane LECOINTRE  
Chantal BILLON qui donne pouvoir à Doris PIERSON  
Mina VANHAMME qui donne pouvoir à Janine ANDRES  
Daniel PIERSON qui donne pouvoir à Alain LE BONNIEC

**ETAIENT ABSENTS**

Jean-Claude DIETRICH, Xavier CERF, Frédérique HUSSENET, Gérard HENNENFENT,

**Conseillers en exercice ⇒ 29 - Présents ⇒ 21 Votants ⇒ 25**

Fanny JOTTER exerce les fonctions de secrétaire de séance.

**LA SEANCE EST OUVERTE**

Le Conseil Municipal est invité à officialiser par voie délibérative, la Sté Bahlsen St-Michel à rejeter officiellement ses eaux usées prétraitées, dans le réseau d'assainissement de la commune

Le Conseil Municipal  
Après en avoir délibéré,  
à l'unanimité,

**DECIDE**

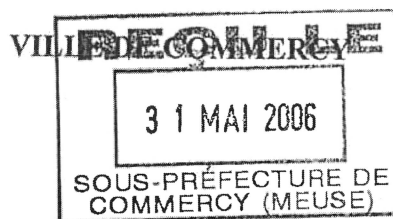
➤ D'autoriser le Maire à signer l'arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'établissement BAHLSSEN ST-MICHEL SAS dans le système de collecte et de traitement de la commune de COMMERCY.

Pour extrait certifié conforme et attestation à caractère exécutoire.

Le Député-Maire  
François DOSÉ

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA MEUSE



**A R R E T E**

**AUTORISANT LE DEVERSEMENT DES EAUX USEES AUTRES QUE DOMESTIQUES DE L'ETABLISSEMENT BAHLSEN ST MICHEL SAS DANS LE SYSTEME DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DE LA COMMUNE DE COMMERCY.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T);

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier son article L 1331-10;

Vu le Code des Communes et en particulier son article R 2333-127;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T, et en particulier son article 22 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T.;

Vu le Règlement du Service de l'Assainissement ;

**ARRETE :**

**Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement BAHLSEN ST MICHEL SAS, sis 8, place Charles de GAULLE à COMMERCY est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues d'une activité de fabrication de biscuits, dans le réseau eaux usées, via un branchement eaux usées situé rue d'Euville.

**Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

**A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- a) Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.

- b) Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- c) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
- de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics.
  - d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement,

#### **B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en annexe I.

#### **Article 3: CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement BAHLEN ST MICHEL SAS, dont le déversement des eaux est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

#### **Article 4 : CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT**

Les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique applicables au déversement des eaux usées autres que domestiques, autorisé par le présent arrêté, sont définies dans la convention spéciale de déversement, jointe en annexe, et établie entre l'Etablissement BAHLEN ST MICHEL SAS, l'autorité compétente et l'autorité gestionnaire du système d'assainissement.

#### **Article 5: DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans, à compter de sa signature.

Si l'Etablissement BAHLEN ST MICHEL SAS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Maire, par courrier recommandé avec AR, 6 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.



## Article 6: CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer le maire.

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du maire.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

## Article 7: EXECUTION

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant un tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

## Article 8 : ANNEXES

Annexe I : Prescriptions techniques particulières

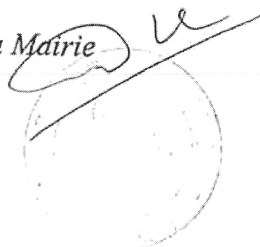
Annexe II : Règlement du Service d'Assainissement

Annexe III : Convention Spéciale de Déversement

Fait à COMMERCY, le ..... 30 MAI 2006

Le Député-Maire  
François DOSÉ

Sceau de la Mairie



Signature



## Société St MICHEL COMMERCY

~~~~~

Commune de Commercy

~~~~~

VEOLIA Eau - Compagnie Générale des Eaux

~~~~~

**AVENANT N°1 A LA  
CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DU 15 MAI 2006**

**ENTRE :**

Raison sociale de l'entreprise : **Société St MICHEL COMMERCY**  
dont le siège est à : Route d'Euville 55200 Commercy  
pour son établissement de : Commercy sis Route d'Euville  
N° SIRET : 323659482  
représentée par : **M. Francis MENU, son Directeur d'Usine**

et dénommée : **l'Etablissement**

**ET :**

**La Commune de Commercy**  
propriétaire des ouvrages d'assainissement.  
représentée par : **M. Bernard MULLER, son Maire**

et dénommée : **la Collectivité**

**ET :**

**Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux**  
prise en sa qualité d'exploitant du réseau d'assainissement,  
représentée par : **M. Serge CAVELIUS, son Directeur Régional**

et dénommée : **le Déléguataire**

---

**AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

La Société St Michel Commercy, la Commune de Commercy et la société VEOLIA EAU-Compagnie Générale des Eaux sont liées par une convention signée le 15 mai 2006 et reçue en Sous-Préfecture de Commercy le 31 mai 2006, régissant les modalités de rejet des eaux usées du site de la Société St Michel Commercy sis route d'Euville, 55200 Commercy, au réseau d'assainissement public de la Commune de Commercy, et au traitement de ces eaux usées sur la station d'épuration de la Commune de Commercy.

Depuis lors, la Société St Michel Commercy a fait l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, arrêté n°2008-983, dont certaines dispositions entraînent un besoin d'harmonisation des dispositions de la Convention Spéciale de Déversement.

Pour ces raisons, les Parties ont décidé de modifier et compléter le texte de la Convention de Déversement initiale par le texte du présent avenant.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

## ARTICLE 1 – SURVEILLANCE DES REJETS

Le tableau du paragraphe 8.1 « Surveillance de la qualité des rejets » de la Convention Spéciale de Déversement définissant la nature et la fréquence du programme de mesure est remplacé par le tableau ci-dessous :

| Analyse           | Fréquence       | Méthode analyse                  |
|-------------------|-----------------|----------------------------------|
| Débit journalier  | En continu      |                                  |
| - DBO5            | Tous les 3 mois | NFT 90-103                       |
| - DCO             | Tous les 3 mois | NFT 90-101                       |
| - MEST            | Tous les 3 mois | NFT 90-105                       |
| - Phosphore total | Tous les 3 mois | NFT EN ISO 1885                  |
| - Azote global    | Tous les 3 mois | NF EN 25663<br>NF EN ISO 10304-2 |
| - pH              | Tous les 3 mois | NF T 90-008                      |
| - T°C             | Tous les 3 mois |                                  |
| - MEH             | Tous les 3 mois |                                  |

Le texte du 6<sup>ème</sup> alinéa du paragraphe 8.1 de la Convention Spéciale de Déversement est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Le Délégué transmettra tous les 3 mois les résultats d'analyse à la Collectivité et à l'Etablissement ».

## ARTICLE 2- FACTURATION ET REGLEMENT

Le texte suivant est inséré avant la 1<sup>ère</sup> phrase du paragraphe 12.2 « Redevance assainissement » de l'article 12 de la Convention Spéciale de Déversement :

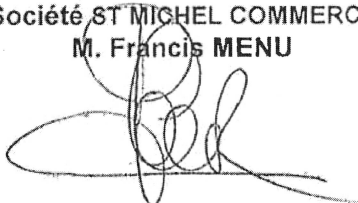
« La facturation de la redevance assainissement se fera trimestriellement ; la valeur retenue du coefficient Kp défini à l'article 11-3, sera celle calculée à partir des derniers résultats d'analyses trimestrielles des rejets connus. »

## ARTICLE 3- AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la Convention Spéciale de Déversement non modifiées ou annulées par le présent avenant restent en vigueur.

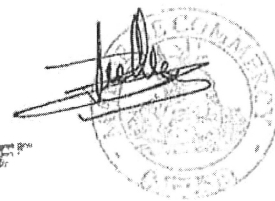
Fait le ..... , en 6 exemplaires,

Société ST MICHEL COMMERCY  
M. Francis MENU



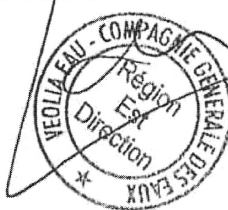
Maire de Commercy  
M. Bernard MULLER

Le Maire,  
Bernard MULLER



VEOLIA Eau - Compagnie Générale des Eaux  
M. Serge CAVELIUS

19 JAN. 2010





**ANNEXE I: PRESCRIPTIONS TECHNIQUES  
PARTICULIERES**

## ANNEXE I : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, en provenance de l'Etablissement BAHLSEN ST MICHEL SAS, doivent répondre aux prescriptions suivantes :

### A) Débits maxima autorisés :

|                            |         |
|----------------------------|---------|
| Débit journalier moyen     | 17 m3/j |
| Débit journalier : maximal | 30 m3/j |

### B) Flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) :

#### Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DB05) :

|                           |      |      |
|---------------------------|------|------|
| Flux journalier moyen :   | 60   | kg/j |
| Concentration moyenne :   | 300  | mg/l |
| Flux journalier maximal : | 70   | kg/j |
| Concentration maximale :  | 3500 | mg/l |

#### Demande chimique en oxygène (DCO) :

|                           |      |      |
|---------------------------|------|------|
| Flux journalier moyen :   | 130  | kg/j |
| Concentration moyenne :   | 6500 | mg/l |
| Flux journalier maximal : | 148  | kg/j |
| Concentration maximale :  | 7400 | mg/l |

#### Matières en suspension (MES) :

|                           |      |      |
|---------------------------|------|------|
| Flux journalier moyen :   | 12   | kg/j |
| Concentration moyenne :   | 600  | mg/l |
| Flux journalier maximal : | 13,8 | kg/j |
| Concentration maximale :  | 690  | mg/l |

#### Teneur en azote total Kjeldhal (NTK) :

|                           |     |      |
|---------------------------|-----|------|
| Flux journalier maximal : | 3   | kg/j |
| Concentration maximale :  | 150 | mg/l |

#### Teneur en phosphore total :

|                           |    |      |
|---------------------------|----|------|
| Flux journalier maximal : | 1  | kg/j |
| Concentration maximale :  | 50 | mg/l |

#### Teneur en graisses en MEH :

|                           |     |      |
|---------------------------|-----|------|
| Flux journalier moyen :   | 6,8 | kg/j |
| Concentration moyenne :   | 340 | mg/l |
| Flux journalier maximal : | 9,2 | kg/j |
| Concentration maximale :  | 460 | mg/l |

### C) Autres substances

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes :

|                                               |      |      |                             |
|-----------------------------------------------|------|------|-----------------------------|
| 1. Indice phénols                             | 0,3  | mg/l | si le rejet dépasse 3 g/j   |
| 2. Chrome hexavalent                          | 0,1  | mg/l | si le rejet dépasse 1 g/j   |
| 3. Cyanures                                   | 0,1  | mg/l | si le rejet dépasse 1 g/j   |
| 4. Arsenic et composés (en As)                | 0,05 | mg/l | si le rejet dépasse 0,5 g/j |
| 5. Manganèse et composés (en Mn)              | 1    | mg/l | si le rejet dépasse 10 g/j  |
| 6. Etain et composés (en Sn)                  | 2    | mg/l | si le rejet dépasse 20 g/j  |
| 7. Fer, aluminium et composés<br>(en Fe + Al) | 5    | mg/l | si le rejet dépasse 20 g/j  |
| 8. Fluor et composés (en F)                   | 15   | mg/l | si le rejet dépasse 150g/j  |
| 9. Sulfates                                   | 400  | mg/l |                             |
| 10. Sulfures                                  | 1    | mg/l |                             |
| 11. Nitrites                                  | 10   | mg/l |                             |
| 12. Chlorures                                 | 400  | mg/l |                             |
| 13. Plomb et composés (en Pb)                 | 0,5  | mg/l | si le rejet dépasse 5 g/j   |
| 14. Cuivre et composés (en Cu)                | 0,5  | mg/l | si le rejet dépasse 5 g/j   |
| 15. Chrome et composés (en Cr)                | 0,5  | mg/l | si le rejet dépasse 5 g/j   |
| 16. Nickel et composés (en Ni)                | 0,2  | mg/l |                             |
| 17. Zinc et composés (en Zn)                  | 2    | mg/l | si le rejet dépasse 20 g/j  |
| 18. Mercure (en Hg)                           | 9    | µg/l |                             |
| 19. Cadmium (en Cd)                           | 9    | µg/l |                             |
| 20. Sélénium (en Se)                          | 0,25 | mg/l |                             |
| 21. Hydrocarbures totaux                      | 10   | mg/l | si le rejet dépasse 100 g/j |
| 22. Total 7 PCBs                              | 0,7  | µg/l |                             |
| 23. Fluoranthène                              | 4,5  | µg/l |                             |
| 24. Benzo(b)fluoranthène                      | 2,3  | µg/l |                             |
| 25. Benzo(a)pyrène                            | 1,8  | µg/l |                             |



**REÇU LE**  
31 MAI 2005  
SOUS-PRÉFECTURE DE  
COMMERCY (MEUR)

**ANNEXE III: CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT**



## **Société BAHLSSEN St MICHEL**



Commune de Commercy



VEOLIA Eau - Compagnie Générale des Eaux



**CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT**

ANNEXE III DE

L'ARRETE D'AUTORISATION SPECIALE DE DEVERSEMENT

## SOMMAIRE

|                                                                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| ARTICLE 1 - OBJET .....                                                                                                   | 4  |
| ARTICLE 2 - DEFINITIONS.....                                                                                              | 4  |
| ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT .....                                                                     | 5  |
| ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES .....                                                                                   | 6  |
| ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS.....                                                   | 7  |
| ARTICLE 6 - CONFORMITE DES REJETS .....                                                                                   | 7  |
| ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS.....                                                                  | 7  |
| ARTICLE 8 - SURVEILLANCE DES REJETS .....                                                                                 | 8  |
| ARTICLE 9 - DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS AVANT REJET AU RESEAU<br>PUBLIC.....                                | 9  |
| ARTICLE 10 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU .....                                                         | 9  |
| ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIERES .....                                                                                 | 10 |
| ARTICLE 12 - FACTURATION ET REGLEMENT .....                                                                               | 11 |
| ARTICLE 13 - REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION .....                                                       | 11 |
| ARTICLE 14 - GARANTIE FINANCIERE.....                                                                                     | 12 |
| ARTICLE 15 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES<br>CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS ..... | 12 |
| ARTICLE 16 - CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES<br>EFFLUENTS .....                                | 12 |
| ARTICLE 17 - MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT .....                                                 | 13 |
| ARTICLE 18 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE.....                                                                          | 13 |
| ARTICLE 19 - CESSIBILITE DE LA CONVENTION .....                                                                           | 14 |
| ARTICLE 20 - CESSATION DU SERVICE .....                                                                                   | 14 |
| ARTICLE 21 - DUREE .....                                                                                                  | 15 |
| ARTICLE 22 - DELEGATAIRE ET CONTINUTE DU SERVICE.....                                                                     | 16 |
| ARTICLE 23 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS .....                                                                             | 16 |
| ARTICLE 24 - ANNEXES.....                                                                                                 | 16 |

**ENTRE :**

Raison sociale de l'entreprise : **BAHLEN St MICHEL S.A.S.**  
dont le siège est à : Z.A.E. de la Canaire  
55200 Commercy  
pour son établissement de : Commercy sis Z.A.E. de la Canaire  
N° SIRET : 323659482  
représentée par : **M. Francis MENU, son Directeur d'Usine**

et dénommée : **l'Etablissement**

**ET :**

**La Commune de Commercy**  
propriétaire des ouvrages d'assainissement.  
représentée par : **M. François DOSE, son Député Maire**

et dénommée : **la Collectivité**

**ET :**

**Véolia Eau - Compagnie Générale des Eaux**  
prise en sa qualité d'exploitant du réseau d'assainissement,  
représentée par : **M. Serge CAVELIUS, son Directeur Régional**

et dénommée : **le Déléataire**